



AURELIE FILIPPETTI
MINISTRE DE LA CULTURE
ET DE LA COMMUNICATION

BERNARD CAZENEUVE
MINISTRE DELEGUE
CHARGE DU BUDGET

FLEUR PELLERIN
MINISTRE DELEGUEE CHARGEE
DES PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES,
DE L'INNOVATION ET DE L'ECONOMIE
NUMERIQUE

Communiqué de presse

Communiqué de presse

www.culturecommunication.gouv.fr

www.economie.gouv.fr

www.redressement-productif.gouv.fr

Paris, le 5 décembre 2013

**Aurélie FILIPPETTI, Bernard CAZENEUVE et Fleur PELLERIN
se félicitent du vote de l'Assemblée nationale
en faveur de la réforme du crédit d'impôt jeu vidéo**

Aurélie FILIPPETTI, ministre de la Culture et de la Communication, Bernard CAZENEUVE, ministre délégué auprès du ministre de l'Economie et des Finances, chargé du Budget, et Fleur PELLERIN, ministre déléguée auprès du ministre du Redressement productif, chargée des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Innovation et de l'Economie numérique, se félicitent du vote de l'Assemblée nationale permettant de renforcer le crédit d'impôt jeu vidéo (CIJV) et saluent « **la mobilisation de la représentation nationale pour replacer la France dans le peloton des grandes nations du jeu vidéo.** »

Les ministres remercient en particulier les signataires des amendements relatifs à la réforme du CIJV, qui partagent leur objectif de « **faire triompher le jeu vidéo made in France** » en renforçant une filière d'excellence aujourd'hui fortement affaiblie.

Pour Aurélie FILIPPETTI, Bernard CAZENEUVE et Fleur PELLERIN, cette réforme permettra de « **juguler la véritable hémorragie des entreprises et des emplois du secteur du jeu vidéo français partis au Canada et aux États-Unis** à la faveur des outils fiscaux de ces pays : en 5 ans, la France a en effet perdu plus de 50 % des emplois de son secteur. »

La réforme du CIJV avait été identifiée comme une **priorité par le groupe de travail sur le jeu vidéo, lancé par les deux ministres en avril dernier**, et réunissant des représentants des ministères et des principaux industriels du secteur.

Le Gouvernement a inscrit une première étape de cette réforme dans le projet de loi de finances rectificative (PLFR), permettant d'allonger le délai d'obtention de l'agrément définitif de 36 à 72 mois, afin d'adapter le dispositif aux temps de production pour les nouvelles consoles des jeux au coût de développement supérieur à 10 millions d'euros.

L'Assemblée nationale a validé hier deux autres volets de cette réforme, qui visent à soutenir les nouveaux marchés des jeux sociaux et mobiles à petit budget, un segment sur lequel la France est très bien placée, et à stimuler le développement des jeux « AAA », qui sont les jeux au budget de création le plus élevé.

Pour Aurélie FILIPPETTI, Bernard CAZENEUVE et Fleur PELLERIN, « **cette réforme va permettre de maintenir, mais aussi de créer, et de faire revenir des emplois dans le secteur du jeu vidéo en France.** Nous allons conquérir de nouvelles parts de marché et fortifier nos capacités d'innovation. Nous nous placerons à l'avant-garde du secteur du jeu vidéo, et nous y resterons ! »

Contact presse :

Cabinet de Aurélie FILIPPETTI – 01 40 15 80 11

Cabinet de Bernard CAZENEUVE – 01 53 18 43 08

Cabinet de Fleur PELLERIN – 01 53 18 41 00